

LES ANNÉES 90 EN AMÉRIQUE LATINE : OPPORTUNITÉS OU CHIMÈRES ?

Cahiers des Amériques Latines # 35 (2000/3), pp. 141-159. IHEAL, Paris.

Salvador Martí i Puig,
Professeur de Ciencias Politiques à l'Université Autonome de Barcelone

1. OPTIMISME DÉMOCRATIQUE OU RHÉTORIQUE « OFFICIALISTE » ?

Au début des années 90, lors du *Sommet des Amériques* tenu à Miami, William Clinton se félicita de ce que le continent américain, et dans celui-ci l'Amérique latine, était le seul de la planète où tous les pays - avec la remarquable exception des îles de Cuba et Tahiti - jouissaient de régimes démocratiques et dans lesquels les autorités avaient été désignées par suffrage universel à partir d'élections raisonnablement honnêtes.

Même les plus optimistes auraient eu du mal à imaginer un tel panorama quelques lustres auparavant. Car, en effet, la vague de transitions de dictatures à des régimes libéraux-démocratiques, amorcée à partir du début des années 80 en Argentine et accomplie au début des années 90 au Chili, prit au dépourvu la plupart des spécialistes sociaux (Couffignal, éd. 1997).

Jusqu'à présent, toutes les théories élaborées sur les « changements de régime » s'étaient axées sur l'étude de facteurs précis (la culture politique, la modernisation de l'économie, la dépendance des économies) et leur éventuel changement (Karl, 1990). Les spécialistes avançaient à ce moment-là que, si ces trois facteurs mutaient, les régimes aussi pouvaient le faire, offrant alors la possibilité d'instaurer des systèmes démocratiques. Certes, la faillite des dictatures latino-américaines ne s'accompagna d'aucune transformation - au sens positif du terme - des facteurs en question : les expériences répressives et autoritaires ne laissèrent aucune sorte de « culture civique », les politiques économiques et sociales instaurées pendant les années 80 n'eurent pas pour résultat un croisement économique équilibré et équitable, et les pays latino-américains n'abandonnèrent pas les relations économiques et les politiques subordonnées vis à vis des « pays développés ».

À partir des années 80, ce furent deux phénomènes - l'un de caractère international et l'autre local - qui transformèrent le panorama politique du subcontinent. À savoir, d'une part, l'apparition d'un monde unipolaire où disparaissait la soi-disant « menace soviétique » (et, avec elle, la politique contre-insurgée promue par l'administration des États-Unis), et d'autre part, la profonde délégitimation (en raison de son inefficacité et de ses coûts moraux et sociaux) des régimes de *sécurité nationale* régnant dans la quasi-totalité des pays latino-américains, mis à part le régime corporatif mexicain, les démocraties limitées et « alternistes » de la Colombie et du Venezuela, la stabilité du Costa Rica, et les expériences révolutionnaires de Cuba et du Nicaragua.

Ainsi donc, au début des années 90, l'optimisme régnait : la démocratie était le seul dénouement possible (Huntington, 1992). Il semblait que finalement, après tellement d'années de violations des libertés et des droits, les habitants du subcontinent allaient jouir d'un ordre politique respectueux et conforme à la légalité surgie des urnes. Dans ce sens, il y en eut même qui proclamèrent la fin d'un des éléments qui se reproduisaient

sans cesse dans la vie publique latino-américaine : la violence politique. Pour la première fois dans l'histoire, il s'agissait de la possibilité de créer une « utopie désarmée » (Castañeda, 1995).

Dans cette conjoncture, et au milieu d'un monde géo-politiquement unipolaire, l'Amérique latine semblait exhauser deux de ses vœux les plus chers : la paix et la liberté. Et tout ceci, bien entendu, annoncé à partir d'une rhétorique de modernité (*postmodernité* peut-être ?) facilement percevable à travers les fastes organisés dans le cadre de l'*Exposition* de Séville de 1992. Était-il réaliste, cet optimisme débordant ?

Ébaucher une réponse à la question de savoir s'il s'agissait d'une « nouvelle ère » ou d'un autre des « mirages » invariables que l'histoire a procuré à ce subcontinent sera l'objectif de ce texte qui prétend offrir un bref périple autour des phénomènes et des processus survenus en Amérique latine durant cette dernière décennie. Une décennie qui est encore dépourvue d'épithète. Sera-t-elle celle des *opportunités* ou bien celle des *chimères* ?

2. ENTRE L'INESTABILITÉ INSTITUTIONNELLE ET LA TENTATION POPULISTE

Si l'année de la « célébration » du *cinquième centenaire* commençait avec un remarquable optimisme relatif à la nature des régimes, elle ne s'acheva pas dans ce même enthousiasme. Déjà vers le milieu de 1992 surgissait à nouveau le vieux fantôme du putschisme au Venezuela et au Pérou, fantôme qui émergerait plus tard, sans pour autant atteindre ses objectifs, au Guatemala (en 1994), et qui se montrerait de façon erratique au Paraguay et en Honduras. Je parle du risque de la réapparition du leadership politique personnalisé et des risques du néopopulisme (Flores, 1996).

Le 4 février 1992, au Venezuela, un groupe d'officiers de rang moyen de l'armée, appelés *comacates* (commandants, capitaines et lieutenants), et qui se nommaient eux-mêmes « Bolivariens », se soulevèrent contre l'ordre constitutionnel, interrompu depuis 1958, et contre son président, Carlos Andrés Pérez. Son leader, le lieutenant-colonel Hugo Chávez Frías, devint un héros national : il obtint une incroyable projection publique lorsqu'il apparut à la télévision pour ordonner la reddition de ses troupes, alléguant que, « pour l'instant », ses objectifs n'avaient pas été atteints. Plus tard, le 27 novembre, il y eut une « seconde édition » du coup d'État, avec, à sa tête, des officiers de plus haut rang. Et bien que ces deux tentatives téméraires ne réussirent pas, les citoyens ne démontrèrent pas non plus trop d'enthousiasme à l'égard de leur fragile démocratie : la participation lors des élections municipales et régionales du 6 décembre de cette même année n'arriva pas à 50 % et les résultats furent ternis par de nombreuses accusations de fraude. Six ans plus tard, en décembre 1998, le « putschiste frustré » Chávez remporte largement les élections présidentielles, à la tête d'une coalition appelée « Mouvement pour la cinquième république » (MVR) avec un message de rénovation politique et avec le projet de liquider l'ordre bipartiste qui, pendant plus de trois décennies, avait dominé la vie politique du pays.

En ce qui concerne le Pérou, c'est le président élu, Alberto Fujimori, qui, à travers le dénommé *auto-coup d'État*, abolit le pouvoir législatif et judiciaire. Le 5 avril 1992, Fujimori ordonna l'occupation du Congrès par les Forces Armées et destitua tous les

juges du pays. La rupture d'avec l'ordre légal reçut un grand appui populaire des citoyens, écoeurés par la violence terroriste soutenue par l'organisation maoïste Sendero Luminoso et la corruption de la classe politique (Starn, Degréory et Kirk, éd. 1995 : 308-459). La rhétorique de « main dure » et d'« ordre » formulée par le nouvel « homme fort » du pays obtint un succès remarquable, lors des élections, en décembre de cette même année, destinées à choisir une Assemblée constituante (le dénommé Congrès constituant démocratique), dans laquelle la formation *fujimoriste* obtint une ample victoire et put donc rédiger une nouvelle *Grande charte* à la mesure du nouveau dirigeant. Plus tard, en 1995, Alberto Fujimori remporterait de nouveau les élections avec une ample majorité, face à une candidature unitaire, dont le leader était l'ex-président des Nations Unies, Pérez de Cuéllar. Les nombreuses victoires (dans des élections municipales et législatives) de Fujimori ont été interprétées comme autant de signes de reconnaissance d'amples secteurs de l'électorat à sa politique de stabilisation monétaire, à sa capacité de porter le coup de grâce à Sendero Luminoso et à son discours populiste. C'est pour cela que, malgré l'interdiction légale, ratifiée par le Tribunal constitutionnel en 1997, selon laquelle Fujimori ne pouvait pas se présenter en avril de l'an 2000 à la lice électorale pour exercer un troisième mandat, celui-ci y participa avec « les dés pipés » et obtint une « douteuse » victoire. La tournure partisane de l'administration, le contrôle des médias et l'opacité et la lenteur du dépouillement des votes lors du premier tour, qui donna officiellement 49,9 % des suffrages à Fujimori, firent désister le candidat de la coalition de l'opposition *Perú Posible* à participer à un deuxième tour.

Pour ce qui est de la fragile et surveillée démocratie guatémaliennne, 1993 fut une année pleine d'incertitudes. Avec la défaite du Parti de la démocratie chrétienne (formation créatrice, avec les militaires et l'administration américaine, du processus de transition) et la victoire d'une formation nouvelle, dont le leader est l'évangéliste Jorge Serrano Elías, les tensions au sein de la société augmentèrent (Aguilera y Torres-Rivas, 1998). Malgré cela, dans cette conjoncture, la prétension de Serrano d'imiter son homologue péruvien essuya un échec. La tentative d'« auto-coup d'État » en 1993 s'effondra sous la grande mobilisation civile, l'indécision des élites traditionnelles et les pressions internationales appuyant la continuité de l'ordre constitutionnel. Serrano fut remplacé par le constitutionnel Ramiro de León Carpio. Mais à cette époque-là, le régime guatémalien aurait encore à surmonter de nombreuses difficultés (Armon et al, 1998). Certains de ces problèmes se résolurent de façon satisfaisante, comme c'est le cas de la signature définitive de la paix, en décembre 1996, entre les guerrillas regroupées dans l'Union révolutionnaire nationale guatémaliennne (URNG) et le gouvernement du conservateur Álvaro Arzú. Mais les menaces que constituent l'impunité et la projection de forces politiques réactionnaires liées à l'ancien dictateur Ríos Montt (le Front républicain guatémalien, FRG) semblent mettre en danger l'existence même du système démocratique. Ainsi, la victoire électorale, en janvier de l'an 2000, du candidat à la présidence du FRG a supposé l'apparition de craintes nouvelles et dramatiques.

C'est aussi en 1992 que commença un nouveau cycle d'« instabilité institutionnelle » dans presque tous les autres pays du subcontinent. Cette même année, les accusations de corruption aboutirent à la destitution du premier président élu de la « nouvelle démocratie » brésilienne, Collor de Mello, supposant ainsi un échec moral pour les tant souhaitées et espérées institutions démocratiques du pays (Lamounier, 1997).

Un phénomène semblable surgit au Venezuela (pays auquel on a déjà fait référence) et en Équateur. Au Venezuela, le second mandat du président Carlos Andrés Pérez fut interrompu à cause de son implication dans des présumées malversations de fonds publics, en 1993. Ainsi, pour la première fois en 53 ans de stabilité démocratique, la Cour suprême de justice du Venezuela, après l'approbation du Sénat, interrompit le mandat à un président pour le juger pour un délit de corruption. Quant à l'Équateur, l'extravagant président Abdalá Bucaram, après avoir trahi chacune de ses promesses électorales et avoir consacré tous ses efforts à des velléités ludiques et festives, fut destitué le 6 février 1997 par le Parlement, avec 44 voix contre 34, alléguant l'« incapacité mentale » du dirigeant. Pendant les deux semaines suivantes, trois personnes (Bucaram, la vice-présidente de la République et le président du Parlement) s'autoproclamèrent présidents légitimes de l'Équateur. Cette crise s'acheva avec un référendum en mai. Malgré tout, à partir de cette date, le pays connut de nombreuses manifestations d'instabilité institutionnelle et de mécontentement populaire.

Bien que sans la gravité exposée plus haut, la crise institutionnelle se manifesta aussi au Nicaragua tout au long du mandat de Violeta Barrios de Chamorro. Durant son administration (1990-1996), on constata un blocus constant entre le législatif et l'exécutif, au point d'exister, en 1995, deux ordres constitutionnels simultanés (Martí, 1997). D'autre part, en Colombie, pendant tout le mandat du président libéral Ernesto Samper (1994-1998), la plus grande tâche de l'administration fut celle de se défendre des accusations d'utiliser des fonds du Cártel de Cali dans le financement de la campagne électorale.

Mais s'il existait un pays qui se distinguait par son incapacité à se remettre de l'écroulement de sa « crédibilité », c'était bien le Mexique. À la fin de 1993, ce pays de l'Amérique centrale semblait être le meilleur élève du subcontinent. Les six ans de mandat de Raúl Salinas de Gortari, avec son apparent succès dans l'ajustement économique, sa réforme institutionnelle et la signature du Traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada, donna l'impression que le Mexique entraînait dans le « premier monde » (Zermeño, 1996). Cependant, tout s'écroula comme un château de cartes, juste au moment de trinquer au champagne : le 1er janvier 1994, un groupe de guérilleros avec des passe-montagnes prirent à l'assaut cinq chefs-lieux municipaux (entre autres, la ville coloniale de San Cristóbal de las Casas) de l'état méridional du Chiapas, un des plus pauvres du pays. Les hostilités se poursuivirent contre l'armée fédérale pendant douze jours. Cette action, revendiquée par la dénommée Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) à travers son porte-parole (le sous-commandant Marcos), provoqua, en raison des demandes en faveur des collectivités indigènes, d'ouverture démocratique et de justice sociales, une forte vague de sympathie dans tout le pays et dans des collectivités de solidarité internationale (Leyva, 1999).

La stagnation du conflit armé, la militarisation progressive de la région et les nombreuses violations des droits humains ont été, malgré la rhétorique des autorités mexicaines, une preuve de plus de l'immobilité et du manque de volonté de la part du régime à résoudre pacifiquement le problème.

À cela s'ajoutèrent de nouveaux problèmes. D'une part, un mois avant la prise de fonctions de la présidence par Ernesto Zedillo au début de 1995, l'économie mexicaine s'écroula : le peso perdit en quelques jours 60 % de sa valeur face au dollar, montrant que l'image de solidité de l'économie du pays, que Salinas avait vanté dans le monde

entier, n'était qu'une fiction. D'autre part, on découvrit une trame lugubre de corruptions et d'assassinats qui tournait autour du personnage de Carlos Salinas et de son frère, et qui finit par avoir des côtés tragi-comiques, s'y mêlant des voyantes, des « détourneurs » de devises, des trafiquants de drogues et des hauts commandements du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Probablement en raison de tout cela, lors des élections du 6 juillet 1996, le parti « officialiste » mexicain essuya le plus dur échec de son histoire, car il perdit la majorité absolue à la Chambre des députés, et, un peu plus tard, la mairie de la capitale et le gouvernement de plusieurs états. Devant ces tracasseries, les réactions à l'intérieur du PRI ne se firent pas attendre. La possibilité de perdre les élections du 2 juillet du 2000 réactiva les engrenages du parti afin de faire face à l'important candidat du Parti d'action nationale (PAN).

Mais ce n'est pas uniquement dans les pays cités que l'on constata des « problèmes ». Même dans les plus « normalisés » surgirent des conduites institutionnelles que l'on pouvait considérer, tout au moins, comme inappropriées. Je fais allusion aux réformes des textes institutionnels de l'Argentine (sous l'égide de Carlos Menem) et du Brésil (avec Fernando Henrique Cardoso) qui permettaient la réélection des présidents au pouvoir. Je parle aussi des tensions créées au Chili par les Forces armées et les formations politiques *pinochétistes* en raison de la détention en 1998 à Londres de l'ex-dictateur et sénateur à vie Augusto Pinochet et de la possibilité de lui lever l'immunité parlementaire une fois revenu dans son pays. Quelle est la raison de tant d'instabilité ?

3. LE CARACTÈRE DES NOUVELLES DÉMOCRATIES

Il est difficile de répondre simplement à la question posée plus haut. Mais au sein de la communauté académique, au moment d'interpréter les processus de transitions depuis des régimes autoritaires vers des démocraties en Amérique latine, il existe un certain consensus à reconnaître, en outre de sa diversité interne, la présence de clivages face aux processus survenus en Europe méridionale dix ans auparavant. La particularité latino-américaine pourrait être observée à partir de trois phénomènes : le point de départ des processus de transition, les caractéristiques du processus de changement et le rôle des acteurs étrangers.

En ce qui concerne le *point de départ*, la plupart des processus de « démocratisation » qui se succédèrent dans le subcontinent surgirent d'expériences culturelles et socio-économiques très régressives (O'Donnell, 1997). Si l'on observe l'héritage culturel des « expériences autoritaires » précédentes (les unes plus saignantes que les autres) il est facile de s'apercevoir de leur volonté d'annuler toute manifestation démocratique.

La forte composante répressive et démobilisatrice des régimes de *sécurité nationale* impliqua une vengeance historique contre la précédente mobilisation « plébéienne » et « populiste » qui déborda les marges fragiles institutionnelles des systèmes libéraux pré-autoritaires. Ainsi, l'effort systématique, continu et profond de pénétrer dans les « capillaires » de la société, pour implanter l'ordre et l'autorité, priva ses habitants de leur condition de citoyens. Dans ce cadre, les gouvernements n'étaient pas uniquement despotiques à l'extrême. En outre, ils transformèrent la société en un milieu éminemment autoritaire.

Pour ce qui est du *contexte socio-économique*, il faut dire que la période où s'effectuèrent les processus de transition furent marqués par des situations économiques extrêmement affaiblies, caractérisées par une précarisation accélérée de la fragile classe moyenne. Après la crise de la dette, le flux net de prêts bancaires pour la région fut interrompu brusquement et le transfert de capital devint vite négatif (B-T**). En raison de tout cela, les pays ne furent pas seulement contraints à réduire leurs importations et à augmenter rapidement les exportations, mais ils eurent, en outre, à offrir des « appâts de prix » pour que l'offre put passer du marché interne au marché mondial, et furent également contraints à réduire l'intervention de l'État dans l'économie et à supprimer une grande partie des services prêtés jusqu'à ce jour. À moyen terme, comme on verra dans le suivant alinéa, l'impact de ces politiques, qui furent satisfaisantes au niveau macro-économique, supposèrent une augmentation importante de la polarisation des entrées, l'érosion des secteurs moyens et l'appauvrissement d'importantes collectivités (Bulmer-Thomas, 1998).

Pour ce qui est des *caractéristiques du processus de changement*, contrairement à ce que beaucoup de théoriciens pensaient, le passage d'un système dictatorial à une démocratie fut le résultat de nombreux calculs stratégiques entre acteurs politiques devant des « options contingentes » qui se présentèrent après l'érosion des régimes autoritaires et de l'incontenable pression qu'exerçait la société civile organisée, exigeant droits et libertés (Przeworski, 1985).

L'ouverture et la démocratisation des régimes fut donc un processus historique à plusieurs phases (libéralisation, transition et consolidation). Dans chacune de ces étapes, entraient en scène des acteurs ayant des partisans, des préférences, des calculs, des ressources et des horizons de temporalité différents (O'Donnell, Schmitter et Whitehead, 1986). Dans une conjoncture d'indéfinition permanente, le dénouement final fut, tel que l'exposa Machiavel dans *Le Prince*, le résultat de la *fortune* et de la *vertu* qu'eurent chacun des acteurs en lice.

Les élites politiques et économiques furent, en grande mesure, les acteurs qui démantelèrent les régimes autoritaires et qui, également, formulèrent plus tard les « règles du jeu démocratique » des nouveaux systèmes politiques (Higley et Gunther éd., 1992). Mais ces processus pactisés, qui dirigèrent ces pays sur la voie de changements « contrôlés » et « tranquilles » d'un système à un autre, supposèrent de multiples fardeaux pour le fonctionnement postérieur de la démocratie : les « amarrages », les garanties, les pactes, les *passages d'éponge* et les amnisties, perpétuèrent la présence de nombreuses « enclaves autoritaires » dans les toutes nouvelles démocraties (Aguilera et Torres-Rivas, 1998).

Car, bien que le concept de « contingence » ait l'avantage de mettre l'accent sur les décisions collectives et les interactions politiques, il ne faut pas oublier que les processus de changement se développèrent dans un cadre précis de contraintes institutionnelles et historiques, qui délimitaient les « options possibles » (Karl, 1990). Ignorer cette prémisse supposerait passer sous silence (de bonne ou de mauvaise foi) que les régimes autoritaires avaient eu une raison d'être et des directives, ainsi que des vainqueurs et des vaincus.

Ainsi donc, les faiblesses institutionnelles des « nouvelles démocraties » ne sont pas dues uniquement à des disfonctions de la « technique institutionnelle » (Linz et Valenzuela,

1997) et à la maladresse des élites (Agüero et Torcal, 1993). Il y a des causes plus profondes : pour la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine, on observe la coexistence généralisée de régimes démocratiques avec des politiques aggravant les conditions de vie d'amples majorités. Il s'agit d'une sorte de *réductionnisme démocratique* qui, non seulement conteste la compétitivité effective des processus électoraux (les processus électoraux du Nicaragua en 1996 et du Guatemala ou du Mexique tout au long de la décennie ne sont pas, précisément, des exemples d'honnêteté électorale), ou la confection de l'agenda qui s'y discute. En outre, ce *réductionnisme* perpétue des situations, d'élection en élection, où règnent l'impunité, la corruption publique, l'opacité administrative et la subordination du pouvoir judiciaire à l'exécutif (Vilas, 1998a).

En effet, la démocratisation devient très difficile si elle ne s'accompagne pas d'une *démocratisation de la société* et d'une résorption des profondes fractures économiques et culturelles qu'endurent beaucoup de pays latino-américains. La démocratie est un *régime d'intégration* autour de valeurs et d'attitudes partagées ; et la concertation politique est une chimère lorsque le *marché margine* et la *culture discrimine*. Peut-on parler, dans ces latitudes, d'une démocratie qui, défiant l'étymologie, favorise l'exclusion sociale et politique ? En tout cas, de nombreux théoriciens commencent à ménager leurs arrières et inventent des concepts tels que *démocratie délégative* pour définir des régimes de ce type (O'Donnell, 1997).

Enfin, pour ce qui est du *rôle des acteurs étrangers*, il me semble important de signaler que le contexte international où se sont épanouis les régimes démocratiques est un monde unipolaire sous l'hégémonie américaine. L'écroulement de l'empire soviétique, l'isolement de Cuba et l'échec aux urnes (avec, au préalable, le harcèlement militaire) de l'expérience sandiniste, laissa sans alibi le discours anti-démocratique. En effet (bien que sans présenter la fin de l'histoire), le modèle libéral démocratique n'apparut pas seulement comme le seul homologable, mais également comme le seul possible. C'est probablement cela qui nous donnera la clef qui nous permettra d'interpréter l'enthousiasme manifesté par les administrations Bush et Clinton à l'égard des régimes démocratiques. Un bon exemple, c'est l'invasion de Haïti, perpétrée afin de réinstaurer la présidence renversée, avec Bertrand Aristide à la tête ; le refus d'appuyer les véléités putschistes de Jorge Serrano au Guatemala et celle des militaires paraguayens contre le président civil Juan Carlos Wasmosi ; les méfiances manifestées à l'égard du régime d'Alberto Fujimori au Pérou, et la prudence envers l'incertaine « révolution bolivarienne » au Venezuela, avec Hugo Chávez à la tête.

D'où surgit-il tant d'enthousiasme à l'égard de la démocratie ? D'aucuns argumentent que, de nos jours, l'institutionnalité démocratique est la seule assurant la stabilité politique, canalisant pacifiquement les demandes des citoyens et délimitant les possibles transformations de l'« agenda de politiques » que les institutions économiques multilatérales imposent.

Il est certes nécessaire de reproduire les énormes bénéfiques résultants de la réinstauration des démocraties représentatives. Mais il faut également signaler que, dans de nombreuses latitudes, la réinstauration de ces nouvelles démocraties ne s'était effectuée qu'une fois que les élites locales avaient perçu la disparition de tout modèle alternatif pouvant contester le *statu quo*, et qu'après avoir mis à effet la disparition, l'exile ou la démoralisation des secteurs préconisant, à un moment donné, un changement politique

radical. Reste à savoir la réaction des d'élites lorsque, dans les générations futures, apparaîtront de nouveau des options politiques transformatrices rivalisant aux urnes (avec des probabilités de triomphe) dans le cadre institutionnel démocratique.

Beaucoup d'entre ceux qui se méfient de la sincérité de la conversion démocratique de certains secteurs des élites latino-américaines allèguent qu'il ne faut pas être démocrate pour agir en tant que tel (Font, 1998). Mais il semble que l'enjeu du marché comme valeur prioritaire implique l'« acceptation » de la démocratie. Malgré tout, le degré de sincérité des « nouveaux démocrates » est difficilement vérifiable. Vérification qui ne se fera que si, dans l'avenir, les secteurs dominants acceptent qu'une option transformatrice puisse accéder au pouvoir, mettant à effet le principe démocratique de l'« alternance ». Ce n'est pas par hasard si, jusqu'à présent, les partis de gauche n'ont accédé au pouvoir que dans de rares occasions et toujours protégés par d'« amples coalitions », les dirigeant vers des positions centristes. Si cela est vrai, on pourra dire que la démocratie s'est définitivement consolidée dans le subcontinent. Si, en revanche, cela est faux, ces récentes démocraties ne seront que des *chimères*. On emploiera le sens de ce terme selon la définition apparaissant dans le Petit Robert : « vaine imagination ».

4. LE CONSENSUS DE WASHINGTON : VERS UN MÊME MODÈLE ÉCONOMIQUE

Jusque vers le milieu des années 80, la plupart des grands pays d'Amérique latine adoptèrent une stratégie de développement économique axée sur la substitution des importations. Cette stratégie, qui impliquait une intervention importante des pouvoirs publics dans le processus d'industrialisation, s'opéra à partir d'une remarquable « diversité » : dans certains pays, l'État maintint un rôle important dans l'économie, aussi bien à partir de politiques socio-réformistes, comme c'est le cas du Venezuela et du Costa Rica, que de politiques corporatives, comme c'est le cas du Pérou, du Panama, de Cuba, du Nicaragua et du Mexique ; alors que dans d'autres pays se développèrent des politiques monétaristes et libre-échangistes, comme c'est le cas, depuis des institutions démocratiques, de la Colombie, ou depuis des régimes autoritaires, du Chili ou du Guatemala.

C'est à partir des années 90, que les coordonnées institutionnelles ainsi que les socio-économiques de chacun des pays finiraient par converger (Gomà, 1998). Au cours de cette décennie, on ne verrait pas uniquement apparaître une *vague de démocratisation*. Au niveau économique, on abandonnerait les stratégies étatiques et régulatrices pour suivre deux directrices : l'adoption de politiques néolibérales de type fonds-monétariste d'une part, et l'ouverture des économies vers l'extérieur d'autre part.

En ce qui concerne les politiques d'ouverture économique vers le marché international, il faut signaler la réactivation de vieux projets d'intégration économique régionale (tels que le Marché commun centre-américain, MCCA, et le Pacte andin), l'apparition de nouvelles initiatives (comme le Traité de libre commerce, TLC, et le Mercosur), et la discussion de projets pour la création d'un marché commun au niveau de l'hémisphère (la Zone de libre commerce des Amériques, ALCA).

De toutes ces initiatives, les plus remarquables furent les résultats des deux grands projets d'intégration commerciale hémisphérique (le TLC et le Mercosur), qui sont actuellement et respectivement le premier et le quatrième bloc commercial au monde.

Les origines de Mercosur remontent au Traité d'Asunción, signé le 21 mars 1991 par les gouvernements d'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay. Ces quatre pays s'engageaient à établir un « marché commun de libre circulation de biens, services et facteurs productifs ». Plus tard, le bloc signait des accords de coopération avec le Chili et la Bolivie afin d'en augmenter la capacité dans l'avenir.

Jusqu'à présent, les résultats ont été très positifs : avec une superficie de 12 millions de kilomètres carrés, plus de 200 millions d'habitants et une production annuelle d'environ 1 000 millions de dollars, la région est en état d'accélérer son accroissement économique. Dans ce sens, les affaires commerciales de l'Argentine avec ses associés sont passées de 8 % du total de ses opérations en 1986, à 30 % à la fin des années 90. Pour le Brésil, cette relation est passée de 5 % à presque 20 %. Le Paraguay et l'Uruguay, plus petits, ont acheté et vendu aux alentours de la moitié de leurs importations et exportations aux pays du Mercosur. Le développement du commerce à l'intérieur du bloc a fait doubler, de 1990 à 1995, le commerce international des quatre pays (Schvarzer, 1998). Même si les chiffres sont encore bas (comparés à l'Union Européenne) pour le Brésil et l'Argentine, l'évolution est si rapide que l'on peut espérer un niveau important de dépendance mutuelle au début du XXI^e siècle.

En ce qui concerne l'établissement du Traité de libre commerce, signé par les gouvernements des États-Unis, du Canada et du Mexique le 1er janvier 1994, celui-ci suscita la disparition des barrières commerciales et des investissements entre ces trois pays, qui s'engagèrent également à éliminer progressivement les tarifs douaniers agricoles jusqu'à leur complète disparition, en 1998 pour le Canada et les États-Unis, et en l'an 2008 pour le Mexique.

Ce traité accéléra l'intégration des trois économies et l'augmentation de leurs flux commerciaux. Mais c'est surtout les États-Unis qui en tirèrent profit car, à la fin de la décennie, 75 % des importations agricoles du Mexique et du Canada venaient des États-Unis. Pour tenir la balance égale, des mécanismes compensateurs furent établis, surtout pour le Mexique qui, après la crise de janvier 1995, réclama une importante aide financière. Cependant, vers la fin des années 90, le volume d'exportations du Mexique tripla par rapport à 1980 (Bulmer-Thomas, 1998 : 445). Au vu de cette situation, d'autres pays de l'hémisphère, et en particulier le Chili, s'efforcèrent de rejoindre le TLC.

De toute façon, malgré l'ovation générale à l'égard de ces politiques, la participation latino-américaine dans le commerce mondial n'était encore que d'environ 4 %, c'est à dire, moins de la moitié de la participation du subcontinent dans la population mondiale. Dans un même temps, plusieurs petits pays, en raison de leur vulnérabilité aux baisses des prix de leurs biens, n'avaient pas encore récupéré vers le milieu des années 90 leur niveau d'exportations de 1980.

Les effets de ce processus furent donc contradictoires, car la concentration géographique des exportations augmenta, la participation des États-Unis s'accrût remarquablement dans beaucoup de républiques et la composition des exportations s'axa surtout sur les produits traditionnels (comme le cuivre chilien) ou sur des ressources naturelles « non-

traditionnelles » (comme le charbon en Colombie). En fin de compte, les exportations de la région dépendaient toujours essentiellement de produits primaires, faisant les rentrées très vulnérables aux chocs venus de l'extérieur (Bulmer-Thomas, 1998 :447). Malgré tout, non seulement on a maintenu ce genre de politiques, mais on a également établi de nouveaux projets sur la même voie. Au *Sommet des Amériques*, tenu en 1994 à Miami, 25 chefs d'État de l'hémisphère s'engagèrent à créer, en 2005, une zone de libre commerce (l'ALCA), avec une superficie allant du territoire de Yukon à la Terre de Feu.

Pour ce qui est de l'adoption de politiques néolibérales à tendance fonds-monétariste, elles s'instaurèrent après la « décennie perdue », caractérisée par les contraintes de crédit imposé par la crise de la dette et par la décroissance économique. Son application supposa un tournant de la gestion de la demande à la stimulation de l'offre, et de la création d'excédent public à la considération des bénéfiques privés, en tant que facteur unique pouvant créer le bien-être collectif. Tout ceci s'opéra en même temps que la réduction des marges de manoeuvre nationale de tous les pays, en raison des conditions contraignantes imposées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Mais le nouveau modèle néolibéral n'affecta pas uniquement les politiques économiques ; il impliqua également la dérégulation massive des marchés du travail et la décapitalisation des services de santé, de l'éducation et du logement social, sans la création, en contrepartie, d'aucun programme compensateur en matière de politiques de garantie de revenus. Dix ans plus tard, les effets de ces politiques débouchèrent sur le renforcement de la dualité sociale (Salama et Valier, 1997).

Ce processus se manifesta très crûment en particulier dans les pays d'Amérique centrale (à l'exception du Costa Rica), où l'ajustement s'opéra dans une situation où la relation moyenne entre la dette extérieure et le PIB doublait le taux latino-américain (74 % face à 36 %), et où les termes de l'échange des produits de la région s'étaient réduits de 40 % les 15 dernières années. Tout ceci dans une situation d'après-guerre, de reconstruction et de démobilisation des armées insurgées et de réduction des Forces Armées (Cardenal et Martí, 1998).

Le résultat de ces deux tendances (d'une part, l'ouverture économique vers l'extérieur et d'autre part, le démantèlement progressif de l'économie publique et le fardeau des prestations sociales) a supposé le coup de grâce au modèle d'États « nationaux-populaires » mis en place dans le subcontinent entre les années 40 et 70. Ce changement de modèle a impliqué l'accroissement de la polarisation des rentrées entre les secteurs nantis et le reste, phénomène ayant intensifié les paradoxes propres à ces latitudes. Ainsi donc, bien qu'à la fin des années 90 la pauvreté augmentait sensiblement à Buenos Aires (de 29,9 % de la population en 1985 à 47 % en 1995), en 1998, quelques 300 000 jeunes de la capitale assistaient à cinq concerts des *Rolling Stones*, déboursant une moyenne de 50 \$ le billet (Salma et Valier, 1997 ; Vilas, 1998b).

Justement à cause de cela, vers la fin du siècle, on ressentait un malaise général en Amérique latine : des émeutes populaires à Caracas, des tumultes au Nord-Est de l'Argentine, des grèves en Equateur, des marches paysannes au Nord-Est du Brésil, la décomposition sociale en Colombie et l'instabilité permanente dans les pays de l'Amérique centrale sont autant de nouvelles qui nous arrivent de ces latitudes. Et bien sûr, l'humour noir ne s'est pas fait attendre. Comme racontait un sociologue argentin (Vilas, 1998b), alors que plus de 90 000 personnes avaient été évacuées en raison des

inondations provoquées par le phénomène climatique *El Niño*, la blague suivante circulait dans les milieux politiques : « Les inondations ne se doivent pas à l'eau qui monte, mais plutôt au pays qui s'écroule. » Probablement, avant d'achever ce paragraphe, il serait intéressant de reprendre la phrase que l'économiste Victor Bulmer-Thomas (1998) emploie au début de son livre sur l'histoire économique d'Amérique latine : « Pour 30 % qui reçoit 5 %, un rayon d'espoir ; pour 5 % qui reçoit 30 %, un avertissement. »

5. UNE VIOLENCE SANS RÉPIT

La décennie des années 90 démarre avec de bonnes nouvelles : le processus de paix pour l'Amérique centrale semblait mis sur la voie. La victoire, en 1990, de Violeta Barrios de Chamorro aux élections du Nicaragua, portait un coup d'arrêt à l'agression des États-Unis et représentait la démobilisation de la Contra. Un peu plus tard, en 1992, la fin à douze ans de guerre civile au Salvador était scellée à Chapultepec. Ces deux événements produisirent une dynamique conciliatrice, impliquant le désamorcellement d'un des conflits régionaux les plus graves de la décennie précédente. Désactivation qui arriva à bon port avec la démilitarisation progressive du Honduras et, en 1996, avec les accords de paix du Guatemala.

Malgré cela, ni la « pacification » de l'Amérique centrale ni la disparition d'un monde bipolaire n'impliquèrent la fin de la violence dans le subcontinent. Celle-ci maintint sa centralité dans la vie politique et sociale de la région, et se manifesta à travers de multiples formes. D'une part, la lutte armée existait toujours (avec les Forces armées révolutionnaires de la Colombie, FARC, l'Armée populaire de libération, EPL, et l'Armée de libération nationale, ELN, en Colombie ; Sendero Luminoso et le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru, MRTA, au Pérou ; les *recontras* et *recompas* au Nicaragua ; et l'EZLN, l'ERP et l'ERPI au Mexique). D'autre part, les guerres et les tensions frontalières explosaient (le Pérou et l'Équateur s'affrontaient, en 1994, pour le territoire de la *sierra* de Cónдор, le Nicaragua se brouillait en 1997 avec le Costa Rica et en 1999 avec Honduras pour des raisons territoriales). Également, beaucoup d'États se déclaraient amnésiques, laissant impunis les crimes politiques commis la décennie précédente. Et, finalement, la délinquance subissait un accroissement exponentiel.

Néanmoins, un des phénomènes les plus remarquables fut la transformation de la « lutte armée ». Mis à part le phénomène Sendero Luminoso au Pérou (quasi éteint en 1992 après la détention de son leader), la violence politique cessait d'être un instrument « révolutionnaire » pour devenir un mécanisme de négociation avec l'État. L'exemple le plus imagé, c'est le soulèvement au Chiapas, où s'observèrent les prétensions réformistes de l'EZLN et le caractère éminemment tactique du recours aux armes.

Les Zapatistes, dès leurs premières déclarations dans la forêt Lacandone, mirent l'accent sur des demandes « innovatrices » : des terres pour les paysans, de la dignité pour les indigènes, démocratie et élections libres pour les Mexicains en général (Vázquez Montalbán, 1999). Dans un même temps, son porte-parole, le sous-commandant Marcos, déclara que l'EZLN n'envisageait pas de renverser le régime avec les armes, mais qu'il usait des armes pour aider tous ceux qui n'avaient pas voix au chapitre. Ce modèle particulier de « mouvement armé » était *sui generis*, car sa survie dépendait plus de la

« couche protectrice » créée par l'opinion publique nationale et étrangère que du calibre et de la quantité de munition disponible (Castañeda, 1995).

Dans le restant des cas, et en plus grande mesure au Nicaragua (1991-1992), au Salvador (1992-1993), au Guatemala (1996-1997) et en Colombie (depuis 1999), les processus de négociation s'axèrent sur les conditions d'insertion des insurgés dans la vie civile et sur l'obtention de quotas de pouvoir (Marti, 1997b). En ce qui concerne ce dernier pays, il est facile d'être d'accord avec la sentence d'Hernández Gómez Buendía, selon laquelle, « en Colombie il n'y a pas de guerre civile, mais plutôt une guerre contre les civils » (Posada-Carbó, 2000 :14).

Une toute autre affaire est celle de l'impunité (par action ou omission) avec laquelle parfois l'État agit. Pour ce qui est de l'action, je soulignerais les épisodes de la militarisation du Chiapas et la massacre, en décembre 1997, d'Acteal, la couverture d'actions para-militaires en Colombie, l'assassinat de monseigneur Girardi (48 heures après avoir mené la présentation publique du dossier final du Projet pour la récupération de la mémoire historique du Guatemala), ou l'exécution sommaire des membres du MRTA péruvien, qui firent irruption, en 1997, dans l'ambassade japonaise.

En ce qui concerne l'omission, il faut mettre l'accent sur la *politique de l'oubli* de nombreux gouvernements pour ce qui est de la violation systématique des droits humains perpétrée par les régimes autoritaires les ayant précédés (García Jordán et al, 1998). Des lois d'amnistie, de *point d'arrêt*, d'*obéissance due*, ou simplement de passer sous silence ce sujet dans l'agenda politique, institutionnalisèrent l'impunité. Il en va de même en Amérique centrale, avec la rédaction de dossiers écrits par des Commissions de la vérité, où les faits furent dévoilés mais sans en responsabiliser les inculpés. Malgré cela, les premières « confessions », de 1994 à 1995, de militaires argentins et l'engagement de procédures à des membres de la Junte militaire argentine, à des hauts commandements de la police politique chilienne (DINA), au dictateur guatémalien Ríos Montt et au général Augusto Pinochet, rouvrirent avec violence le débat de la *mémoire historique*. Il s'agit là, bien sûr, de phénomènes complexes et délicats, car la stabilité des institutions, les intérêts d'acteurs économiques importants et, surtout, l'imaginaire du pays, sont autant de facteurs qui entrent en jeu. En ce sens, comme dit Habermas, « dans un pays sans histoire - ou ayant une histoire contestée - celui qui réussit à donner du contenu à la mémoire, à définir les concepts et à interpréter le passé, gagne l'avenir » (Blixen, 1998).

De toute façon, le phénomène le plus remarquable et tragique de la décennie, c'est la vertigineuse escalade de la délinquance dans les rues et la violence commune, surtout entre les jeunes. L'apparition massive de *pandillas*, *bandas*, *gangs* ou *maras*, qui imitent le vandalisme de leurs homologues dans les quartiers périphériques des villes comme Los Angeles ou Detroit, sont un lot quotidien. Face à cela, la réaction des autorités est en général d'instaurer des états d'urgence ou de militariser les secteurs les plus dangereux, comme c'est le cas du district fédéral de Mexico.

On constate alors que les conséquences socio-économiques des politiques draconiennes d'ajustement supposent un coup dur pour les collectivités les plus démunies. Dans cette même ligne, on se doit de signaler le phénomène des *enfants* (et adolescents) *de la rue*. Et bien qu'il soit trop complexe pour l'expliquer en quelques mots, je tiens à commenter que les couches les plus démunies de la société n'ont pas seulement pris sur elles le pire

du nouveau modèle, mais elles ont, en outre, le stigmate d'être une des collectivités les plus dangereuses, violentes et anomiques de la nouvelle carte sociale latino-américaine.

6. ET LES CITOYENS, C'EST POUR QUAND ?

Malgré ce qui a été exposé plus haut, la réalité latino-américaine des années 90 a également été un espace duquel ont surgi des manifestations porteuses d'espoir et de créativité et ce, surtout, dans le cadre de la citoyenneté. Une fois récupérés les droits civils dans la quasi-totalité du continent, surgit une galaxie de mouvements sociaux et de formations politiques qui, jusqu'alors, étaient restées dans la clandestinité.

Cependant, la vie politique en démocratie a impliqué bien plus que la légalisation des partis et la consolidation d'institutions représentatives. À la fin de la décennie, la plupart des citoyens de ces pays avaient une plus grande confiance envers les organisations sociales, ecclésiastiques et la presse indépendante qu'à l'égard des formations politiques, la justice ou le Congrès : selon les données du *Latino-baromètre* de 1997, les premières inspirent un degré moyen de confiance (dans tout le subcontinent), soit de 47 %, face à 18 % pour les secondes.

Cependant, le rejet individuel envers quelques uns des acteurs politiques présents dans les systèmes politiques actuels n'a pas impliqué le discrédit du système démocratique. Bien au contraire, car 61 % des citoyens préféreraient un système démocratique, face à 17 % qui disaient en préférer un d'autoritaire. Une toute autre question est le degré de satisfaction des rendements des « démocraties réellement existantes ». Comme on constate dans le tableau suivant, uniquement 27 % des interviewés en sont satisfaits.

Soutien et satisfaction à l'égard de la démocratie en Amérique latine

	Préfère la démocratie	Degré de satisfaction
Costa Rica	80	51
Uruguay	80	52
Chili	54	27
Argentine	71	34
Bolivie	64	25
Panama	75	28
Venezuela	62	30
Brésil	50	20
Équateur	52	34
El Salvador	56	26
Honduras	42	20
Nicaragua	59	23
Guatemala	51	16
Mexique	53	11
Paraguay	59	22
Pérou	63	28
Colombie	60	16
Amérique latine	61	27

(Source : Diamond, 1998)

Les raisons de cet apparent paradoxe entre le soutien au système politique et le mécontentement à l'égard des rendements qu'il suscite sont peut-être liés aux aspects qu'on a égrainés tout au long de ce texte. Probablement, un des facteurs principaux de cette logique est la recrudescence de la vie quotidienne de grands secteurs de la population.

C'est cette croissante difficulté à « résoudre » et à « s'en tirer » qui a brisé progressivement les sphères séparant *le privé* et *le public*. La profonde crise économique, les licenciements massifs d'employés publiques et les réductions drastiques des services sociaux ont impliqué que les décisions prises dans la sphère publique aient fait fortement irruption dans le domaine domestique. C'est à partir de ce phénomène qu'il faut comprendre l'activation d'acteurs sociaux qui s'étaient manifestés de façon subordonnée à d'autres protagonistes de l'action collective.

Cette « politisation » de la vie privée a supposé nécessairement une rédefinition des relations entre la sphère *du public* et celle *du privé*, créant, de la sorte, une capacité renouvelée d'expression de certains individus sociaux, les dénommés *nouveaux individus sociaux*. Il s'agit d'acteurs regroupés autour d'identités sociales de base (comme les mouvements de femmes, de jeunes, d'indigènes ou confessionnels), d'intérêts spécifiques (comme les réseaux écologistes ou environnementaux) ou de besoins essentiels qu'il faut satisfaire (comme les associations communales, les mouvements de déplacés et démobilisés ou les *ollas comunales*).

Au cours de cette décennie, ces collectivités se mobilisent afin d'obtenir les droits qui, jusqu'alors, n'étaient que nominaux. Cette mobilisation débouche sur une escalade du sentiment d'efficacité sociale et politique, ainsi que sur une plus grande confiance à

l'égard de l'organisation et des avantages découlant de travailler et d'exercer pression ensemble.

Ainsi donc, avant d'achever ce texte, on pourrait affirmer qu'une des caractéristiques les plus remarquables de cette décennie, c'est la récupération progressive (bien que ni définitive ni complète) du sentiment de nombreux citoyens d'être des « citoyens de plein droit ». Cette « récupération » (qui dans certains pays est une *première*) a supposé une lutte tarabiscotée. Une lutte tenace qui s'est livrée grâce à la permanence d'un « imaginaire » qui visualise un monde meilleur et plus juste, où subsiste encore le mythe de la possibilité de créer une *grande patrie* latino-américaine, où chacun pourra avoir *une place au soleil*.

Et c'est bien à cet effort obstiné qu'il faut souvent renvoyer les habitants de notre Europe, si encline, de nos jours, à démythifier. Une attitude qui arrive souvent au point de briser tous les miroirs où l'on se regarde pour devenir meilleurs. Cet excès se révèle lorsqu'on se rend compte qu'à la fin, une fois prétendument brisés tous les miroirs, il nous en reste encore un : celui de la marâtre de Blanche-Neige, celui du « Miroir, miroir » qui nous répète (car c'est nous qui lui dictons les mots), qu'on est les plus beaux. Il est synthomatique qu'à une époque qui dit briser tous les miroirs, on finisse souvent par s'attarder dans le narcissisme et l'infantilisme (Fernández Buey, 1998 :11). Heureusement, dans le subcontinent demeurent encore de nombreux mythes pour projeter un avenir où les citoyens cherchent un espace. C'est la prompte réalisation de cette précieuse rencontre qui nous indiquera si cette décennie qui s'achève peut être classée en tant que celle des *opportunités* ou celle des *chimères*.

Bibliographie citée

- Aguilera, G. et Torres-Rivas, E. (1998) *Guatemala. Del autoritarismo a la paz*. Guatemala : FLACSO.
- Agüero, F. et Torcal, M. (1993) : « Élités, factores estructurales y democratización » *Revista de Estudios Políticos*, # 80:329-350.
- Alcántara, M. (1999) *Sistemas políticos de América Latina*. Vol I et II. Madrid : Tecnos.
- Armon, J. et al. (1998) *Guatemala 1983-1997 ¿Hacia dónde va la transición?* Guatemala : FLACSO, colección debate #38.
- Blixen, S. (1998) *La operación Cóndor*. Barcelona : Virus.
- Bulmer-Thomas, V. (1998) : *La historia económica de América Latina desde la independencia*. México : FCE.
- Cardenal, A.S. et Martí, S. éd. (1998) : *América Central las democracias inciertas*. Madrid : Tecnos.
- Castañeda, J. (1995) : *La utopía desarmada*. Barcelona : Ariel.
- Cohen, Y. (1994) *Radicals, Reformers and Reactionaries*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Couffignal, G. éd. (1997) *Amérique Latine. Tournant de siècle*. Paris : Éditions La Découverte et Syros.
- Diamond, L. (1998) : « Political Culture and Democratic Consolidation » Madrid : WP/118 Instituto Jian March.
- Fernández Buey, F. (1998) : « Ernesto Che Guevara, ayer y hoy » dans : García Jordán, P. et al. : *Lo que duele es el olvido*. Barcelona : Publicacions de la Universitat de Barcelona.
- Figuerola, C. (1999) *Los que siempre estarán en ninguna parte. La desaparición forzada en Guatemala*. México : GAM-BUAP-CIIDH.
- Flores Silva, M. (1996) « El resurgimiento del liderazgo político personalizado y los riesgos del neopopulismo » dans : Loeza, S. (comp.) *Reforma del Estado y democracia en América Latina*. México DF : Colmex.
- Font, J. (1998) « Las derechas centroamericanas: del anticomunismo al neoliberalismo » dans : Cardenal, A.S. et Martí, S. éd. (1998) : *América Central las democracias inciertas*. Madrid : Tecnos.
- Higley, J. y Gunther, R. (éd.) (1992) : *Elites and Democratic Consolidation in Latin America and Southern Europe*. Cambridge : Cambridge University Press.
- García Jordán, P. et al. (1998) *Lo que duele es el olvido*. Barcelona : Publicacions de la Universitat de Barcelona.
- Gomà, R. (1998) « Rendimientos sustantivos: Políticas económicas y sociales en la Centroamérica posrevolucionaria » dans : Cardenal, A.S. y Martí, S. éd. (1998) : *América Central las democracias inciertas*. Madrid : Tecnos.
- Karl, T. (1995) : « Dilemas de la democratización en América Latina » dans : Reyna, J.L. comp. *América Latina a fines de siglo*. México : FCE.
- Lamounier, B. (1997). « Brasil : ¿Hacia el parlamentarismo? » dans : Linz, J.J. y Valenzuela, A. (éd.) (1997) : *La crisis del presidencialismo. I. Perspectivas comparadas*. Madrid, Alianza.
- Leyva, X. (1999) « De Las Cañadas a Europa: niveles, actores y discursos del Nuevo Movimiento Zapatista, 1994-1997 » dans : *Desacatos* # 1:56-87
- Linz, J.J. y Valenzuela, A. (éd.) (1997) : *La crisis del presidencialismo. I. Perspectivas comparadas*. Madrid, Alianza.
- Martí, S. (1997) *Nicaragua, 1977-1996. La Revolución enredada*. Madrid: Ediciones La Catarata.

- O'Donnell, G. (1997) : *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*. Buenos Aires : Paidós.
- O'Donnell, G. Schmitter, P. et Whitehead, L. (1986): *Transiciones desde un gobierno autoritario*. (4 vol.) Buenos Aires, Paidós.
- Posada-Carbó, E. (2000) « ¿De las armas a la política? Dilemas y perspectivas de paz en Colombia » dans : *Revista de Libros* # 41:13-15.
- Przeworski, A. (1985) *Capitalism and Social Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Salama, P. et Valier, J. (1997) : « De la pauvreté et des moyens de l'accroître » dans : Couffignal, G. éd. *Amérique Latine. Tournant de siècle*. Paris : Éditions La Découverte et Syros.
- Schvarzer, J. (1998) : « Mercosur: Perspectivas para la integración regional » dans : www.nacla.org/span_ed/may_jun_98/8.htm
- Starn, O., Degrégory, C.I. et Kirk, R. éd. (1995) *The Peru Reader. History, Culture, Politics*. Durham : Duke University Press.
- Torres-Rivas, E. (1998) « Los déficits democráticos en la posguerra » dans : Cardenal, A.S. et Martí, S. éd. (1998) *América Central las democracias inciertas*. Madrid : Tecnos.
- Vilas, C.M. (1998a) : « Democratización en los escenarios posrevolucionarios de Centroamérica » dans : Cardenal, A.S. et Martí, S. éd. (1998) *América Central las democracias inciertas*. Madrid : Tecnos.
- Vilas, C.M. (1998b) : « En la línea de fuego. El menemismo y la política de oposición en Argentina » dans : www.nacla.org/span_ed/may_jun_98/4.htm.
- Zermeño, S. (1996) *La sociedad derrotada. El desorden mexicano del fin de siglo*. México : Siglo XXI.